

Surenchère à droite sur le démantèlement de Calais



Le gouvernement cherche 9 000 places d'accueil pour répartir les migrants installés dans la " Lande "

T+ T- E ! annonce par le gouvernement de sa volonté de trouver en France (67 millions d'habitants) quelque 9 000 places d'accueil pour des réfugiés et migrants, en vue d'un relogement provisoire des occupants du " camp de la lande " de Calais, a mis le feu aux poudres. En pleine campagne pour la primaire de la droite, et à quelques mois de l'élection présidentielle, les chiffres importent peu. Seuls comptent les mots " accueil ", " réfugiés ", " migrants ", dont l'extrême droite et une partie de la droite se sont saisies pour clamer leur indignation. La polémique n'est pas près de s'éteindre : Nicolas Sarkozy est attendu mercredi 21 septembre à Calais et François Hollande devrait s'y rendre au début de la semaine suivante.

Avant ce nouveau duel à distance, l'opinion publique aura été chauffée à blanc. Laurent Wauquiez, président par intérim du parti Les Républicains (LR), a donné le ton en lançant, le 16 septembre, une pétition pour dire " non à la création de 'jungles' sur l'ensemble du territoire national ". Deux jours plus tôt, le président d'Auvergne-Rhône-Alpes avait appelé les maires de sa région à s'opposer à l'accueil des migrants de Calais, qualifiant de " folie " le plan gouvernemental révélé dans les colonnes du *Figaro* le 13 septembre. " Rien n'autorise ce gouvernement à jouer aux apprentis sorciers ", avait alors jugé Christian Estrosi, président (LR) de la région PACA, accusant lui aussi le gouvernement de vouloir " créer des "micro-jungles de Calais" ".

" Les équipements publics de l'Ile-de-France n'ont pas vocation à accueillir des migrants ", a prévenu à son tour la présidente (LR) de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse. " Je ne compte pas participer à la création de mini-Calais sur les côtes normandes ", indique au *Monde* le président du conseil -régional de Normandie, Hervé -Morin. Dans ce contexte, l'extrême droite est montée d'un cran. Steeve Briois, vice-président du FN et député européen, a lancé, le 18 septembre, un collectif de maires" ma commune sans migrants ", affichant clairement l'objectif du FN : mettre la pression sur les élus LR.

Face à cette bronca, le gouvernement cherche à calmer le jeu. Les ministres de l'intérieur et du logement, Bernard Cazeneuve et Emmanuelle Cosse, ont adressé, le 16 septembre, un courrier à l'Association des petites villes de France pour assurer que l'ouverture des centres se ferait en " concertation préalable " avec les élus. Lundi soir, en marge d'un déplacement à l'Office français de l'immigration et de l'intégration à Bobigny (Seine-Saint-Denis), M. Cazeneuve a cependant haussé le ton. Dénonçant l" irresponsabilité " de certains responsables politiques, le ministre de l'intérieur a visé le Front national, ainsi que la " droite extrême ". " La République, ce n'est pas la haine. Ce n'est pas le refus de l'autre, et la République, ce n'est pas non plus le mensonge, parce que le Front national est, comme une partie de la droite extrême, dans le mensonge ", a déclaré M. Cazeneuve.

La Place Beauvau a décidé de communiquer sur le dispositif mis en œuvre afin de contrecarrer la " campagne hysterique " de la droite. " Certains acteurs se livrent à une instrumentalisation qui nous paraît inquiétante s'agissant des conséquences politiques qui peuvent en résulter ", déplore l'entourage du ministre de l'intérieur, rappelant que 161 centres d'accueil et d'orientation ont déjà été ouverts depuis un an : " 5 600 personnes venant de Calais ont déjà été accueillies dans 78 départements, y compris en Haute-Loire, sans que M. Wauquiez s'en aperçoive ", note le ministère.

Pour permettre le démantèlement le " camp de la lande ", les préfets sont chargés de répertorier des bâtiments appartenant à l'Etat ou à de grandes entreprises, pouvant mettre à disposition des locaux inutilisés.

" Des solutions, pas des pétitions "

A ce jour, sur les 9 000 places nécessaires, environ 4 000 ont été identifiées. " Tant qu'on travaillait dans la discréetion, ça se passait bien. Il est possible que le climat créé par la droite complique les choses ", déplore le ministère. -Parallèlement, le gouvernement veut montrer sa " fermeté à l'égard de l'immigration irrégulière ". Lundi, les services de l'intérieur ont procédé à un nouvel éloignement groupé de 30 personnes en situation irrégulière depuis Calais, ce qui porte le total à 1 384 expulsions depuis le début de l'année.

La charge lancée par quelques témoins de la droite est toutefois loin de faire l'unanimité dans ses rangs. Le président (LR) des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, a clairement pris ses distances avec l'initiative de M. Wauquiez. " Démantèlement de la "jungle" de Calais : j'attends de ma famille politique des solutions, pas des pétitions ", a indiqué M. Bertrand sur son compte Twitter. " Des militants sont venus me voir ce week-end en me disant : "On ne comprend pas bien, c'est quoi la différence entre la pétition de M. Wauquiez et l'association lancée par M. Briois ?" Eh bien j'étais mal à l'aise, parce que je n'ai pas su bien leur répondre ", a expliqué le président de région lors de sa conférence de presse de rentrée, lundi, tout en déplorant le " silence assourdissant " des candidats à la primaire de droite sur " le démantèlement et l'après-démantèlement " du campement de Calais.

" Cette question relève de l'autorité et de la responsabilité de l'Etat, nullement des compétences de la région ", souligne Philippe Richert, président (LR) de la région Grand Est. Dans un communiqué commun intitulé " Migrants : face à la mauvaise foi, nous choisissons la République bienveillante ", publié le 16 septembre, les cinq présidents PS de conseils régionaux se sont déclarés, quant à eux, " prêts à prendre - leurs - responsabilités face à ce devoir de solidarité qui nous concerne tous ".

Dans ce contexte de vive polémique, les réunions d'information locales sont parfois tendues. Le parquet de Roanne (Loire) a ainsi ouvert une enquête pour " incitation à la haine raciale et menace de représentants de l'Etat " après des incidents lors d'une réunion, organisée le 14 septembre à Saint-Denis-de-Cabanne, sur l'accueil de 80 migrants.

Nathan Loheac, Jean-Baptiste de Montvalon, et Patrick Roger

© Le Monde

◀ **article précédent**
" La piste de prisons réservées..."

article suivant ▶
" Le débat public est d'une..."